

MARDI 18 OCTOBRE
2016

I

Climat: Des solutions pour financer autrement
Voir pages 8 & 9



L'ECONOMISTE



Système de Management de la Qualité
certifié ISO 9001 version 2008 par
BUREAU VERITAS MAROC

LE PREMIER QUOTIDIEN ECONOMIQUE DU MAROC

EDITORIAL

Sens

COMMENT mieux évaluer les politiques publiques. La réponse à cette question, posée en vain depuis plusieurs législatures, se joue encore une fois depuis vendredi dernier avec l'ouverture de la session du nouveau Parlement. Ce travail d'évaluation revient avant tout aux élus. C'est à eux par exemple de s'assurer que l'administration, sévèrement tancée dans le dernier discours royal, est réellement au service du citoyen. C'est encore à eux de vérifier que l'acte de légiférer qui leur incombe a une portée réelle pour le pays et de rectifier le tir en cas de dysfonctionnement. C'est enfin à eux de se mettre continuellement à jour pour pouvoir prendre position sur des problématiques de plus en plus pointues. Comme pour cette bombe de l'endettement des établissements publics, sujet complètement délaissé dans le débat politique.

Outillés juridiquement, les élus n'ont en principe plus d'excuses. L'institutionnalisation des missions d'évaluation de l'action publique à travers le Parlement, assisté par la Cour des comptes, reste l'un des principaux apports de la Constitution de 2011.

Dans la même logique, l'arrivée de la loi organique de finances et de ses impératifs de transparence ouvre d'ores et déjà des gisements informationnels additionnels. Encore faut-il savoir les exploiter, ce qui ne semble pas être le cas.

A l'inverse, le chef du gouvernement, lui, a bien su utiliser, du moins médiatiquement, les nouveaux espaces démocratiques qui se sont ouverts, notamment la séance de l'exposé mensuel au Parlement. Laquelle lui a donné une visibilité personnelle et explique en partie le score de son parti aux dernières élections. Evaluer n'est jamais simple. L'exercice amène l'évaluateur à s'exposer à justifier ses choix et ses orientations explicites et parfois même à commencer à s'aventurer sur des terrains qui ne sont pas électoraux. Les parlementaires ont cependant par là une occasion unique pour redonner du sens à leur mission. □

Mohamed BENABID

Change: De nouveaux verrous sautent

• **Plus de visa pour les comptes bancaires à l'étranger**

• **Management fees: le traitement fiscal fera foi**

• **Les mesures en vigueur en 2017**

Voir page 10



Les écoles PPP enterrées!

LE projet des écoles associées a été présenté parmi les actions phares de la réforme 2015-2030 du système d'enseignement. Après une année de travail, ce modèle PPP destiné à contrecarrer l'appétit mercantile du secteur privé a finalement atterri au fond d'un tiroir.

Suite à l'opposition farouche de

certains syndicats et associations criant à la «privatisation du système éducatif», le ministère de l'Éducation nationale a préféré le mettre entre parenthèses. La politique met encore son grain de sel dans la réforme... □

Voir Compétences & RH

■ **Le déficit commercial augmente**

■ **Gouvernement: Benkirane démarre les tractations**

Voir De Bonnes Sources

■ **L'ONEE pourrait renouer avec les bénéfiques**

Voir page 5

Ce qui attend les députés

Voir page 2

Régionalisation avancée Embouteillage au SGG

Voir Analyse pages 3 & 4